

(1)

(N° 138)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1923.

**Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre,
d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

En faisant appel aux droits d'enregistrement, de timbre et de succession pour procurer au Trésor une partie des ressources qui lui sont indispensables, le Gouvernement s'est assigné pour principe directeur non pas précisément de créer de nouveaux droits ou d'aggraver le taux des impôts existants, mais de réajuster ceux-ci aux diverses situations, de supprimer certaines immunités, de combler des lacunes, d'enrayer des fraudes, bref, d'une façon générale, de suivre de plus près la circulation juridique des biens que les dits impôts ont pour mission d'atteindre.

Droit de timbre sur les factures et états d'honoraires.

La taxe de transmission établie par la loi du 28 août 1921 atteint toutes les transmissions entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature, lorsque la livraison est effectuée en Belgique.

Cette taxe frappe toutes les transmissions de l'espèce, quelle que soit la dénomination juridique du contrat d'où elles procèdent, qu'il s'agisse d'une vente, d'un échange, d'un marché, d'un contrat d'entreprise ou de toute autre convention à titre onéreux.

Elle se perçoit, en règle, par l'apposition du timbre sur les factures.

Malgré la généralité du principe déposé dans la loi du 28 août 1921, nombre de transmissions échappent à la taxe, les unes parce qu'elles en sont expressément exonérées, les autres parce que, s'opérant au moyen de l'endossement de bons de livraison ou de cédules, elles sont considérées plutôt comme des cessions de titres que comme des cessions de marchandises, d'autres enfin parce que, dans le mécanisme du fonctionnement de la loi, elles sont réputées ne pas avoir

entraîné une livraison en Belgique : toute marchandise importée peut, en effet, être déclarée en consommation au moment du dédouanement au nom de la personne à laquelle l'importateur l'a cédée, en manière telle que celui-ci est exempt de la taxe et que le cessionnaire est placé sur le même pied que s'il avait personnellement importé la marchandise. Le même phénomène se produit lorsque la marchandise est déposée en entrepôt ou est couverte par un permis d'exemption temporaire : la déclaration en consommation est retardée, et aussi longtemps que cette déclaration n'est pas accomplie la marchandise est considérée comme se trouvant encore à l'étranger ; seule la mutation qui entraînera la sortie d'entrepôt ou la déclaration en consommation sera imposée à la taxe de transmission.

Ces diverses modalités apportent un correctif à la trop grande rigueur du principe de la répétition de la taxe à l'occasion de chaque transmission et elles se recommandent de considérations supérieures d'ordre économique que l'on ne peut méconnaître.

Mais si, pour les transactions visées, la perception répétée de la taxe de transmission serait une entrave aux affaires, c'est à raison seulement de l'élévation du taux de l'impôt.

Au point de vue d'une bonne législation fiscale, il convient que ces transactions, qui constituent une des manifestations de la circulation juridique des biens, participent comme toutes autres aux charges publiques, sauf à établir pour elles un tarif modéré.

Telles sont les considérations d'où est issue l'idée de l'établissement d'un droit de timbre d'un pour mille sur toutes les factures relatives à des transmissions entre vifs, à titre onéreux, de biens meubles par nature, qui ne sont pas soumises à la taxe de transmission.

*
* * *

La taxe de transmission n'est pas étrangère au contrat d'entreprise d'ouvrage. Lorsque le contrat tend à la fourniture d'un objet à créer ou à fabriquer par un entrepreneur qui fournit à la fois la matière et son travail, la taxe de 1 % est exigible. Il en est de même pour le travail à façon dans la mesure où il s'accompagne de fournitures de marchandises, de matières premières, de pièces accessoires, etc... Si le contrat porte sur l'érection d'un immeuble, la taxe n'est pas exigible, nonobstant la circonstance que l'exécution du contrat entraîne la livraison de matériaux de toutes espèces, de briques, de pierres, de chaux, de sable, de poutrelles, etc.

L'établissement d'une taxe modérée de 1 ‰ sur toutes les factures qui sont relatives à un contrat d'entreprise, en tant que l'exécution de ce contrat ne donne pas ouverture à la taxe de 1 %, a paru s'imposer au Gouvernement.

Mais il ne peut être question d'atteindre par cette taxe ni le contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, ni le contrat d'emploi réglementé par la loi du 7 août 1922, ni, plus généralement, selon les termes de l'article 1779 du Code civil, « le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ».

Le contrat d'entreprise de transport doit également rester en dehors des prévisions du projet.

*
* * *

Les travaux de l'esprit, quoique ressortissant plus spécialement aux professions libérales, sont également l'objet de contrats d'entreprise. Le texte de l'article 8 du projet assujettit les mémoires, états d'honoraires et déboursés des personnes qui exercent une profession libérale au droit de 1 ‰. Pour l'application du texte il n'y a pas lieu de rechercher si la prestation, comme celle de l'avocat ou du médecin, procède plutôt d'un contrat d'entreprise que, comme dans le cas de l'avoué, d'un véritable mandat.

La formule selon laquelle le Gouvernement a cru pouvoir réaliser la pensée ci-dessus développée est extrêmement simple et se rattache aux règles fondamentales de la perception du droit de timbre.

Tous les mémoires et états d'honoraires qui sont rédigés en Belgique sont, au moment de leur délivrance, assujettis au droit de 1 ‰. Il n'y a d'exception à cette règle que pour les mémoires et états qui ont pour objet des sommes dues par l'État, les provinces et communes, les polders et waterings et les établissements publics (comp. art. 62, n° 42, du Code du timbre).

En ce qui concerne les factures, le régime ne diffère pas sensiblement.

Toute facture, signée ou non, *qui est rédigée en Belgique*, est soumise au droit de timbre de 1 ‰ à la double condition :

1° Qu'elle soit relative soit à une transmission entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature, soit à un contrat d'entreprise d'ouvrage;

2° Que l'opération ne soit pas déjà frappée par la taxe de transmission.

Sont seules exonérées :

1° Les factures dont la destination est établie à l'étranger et qui s'appliquent à des marchandises, biens meubles ou ouvrages qui sont livrés directement à l'étranger par l'auteur de la facture;

2° Les factures qui ont pour objet des sommes dues par l'État, les provinces et communes, les polders et waterings et les établissements publics;

3° Les factures qui ont pour objet des sommes dont le paiement donne lieu à la perception du droit de timbre de quittance de 5 ‰ ou de 10 ‰.

En ce qui concerne *les factures venant de l'étranger*, elles restent sous l'empire des règles ordinaires applicables aux autres écrits rédigés en dehors du royaume. Les articles 30, 67 et 68 du Code du timbre du 25 mars 1891 leur sont applicables. Il n'est qu'un cas où elles sont passibles du droit de 1 ‰, c'est lorsqu'elles sont adressées à un commerçant établi dans le royaume et qu'elles sont relatives à des marchandises ou objets qui sont livrés en Belgique et qui pour une cause quelconque, — dédouanement au nom d'un cessionnaire, mise en entrepôt, levée d'un permis d'exemption, etc., — n'ont pas été imposés à la taxe de transmission dans le chef du destinataire des dites factures.

* *

Éclairés par les explications qui précèdent, les articles du projet n'appellent plus qu'un bref commentaire.

L'article 1^{er}, 1°, s'applique notamment :

a) Aux cessions exonérées par l'article 49 de la loi du 28 août 1921, à la seule exception des ventes consenties à l'État, aux provinces et communes, aux polders et wateringues et aux établissements publics;

b) Aux cessions que font à leurs membres les sociétés coopératives d'achat en commun formées de marchands détaillants;

c) Aux cessions qui s'opèrent par endossement d'une cédule, d'un bon de livraison ou d'un bon d'enlèvement;

d) Aux cessions de marchandises entreposées ou couvertes par un permis d'exemption temporaire.

D'après l'article 48, § 3, de la loi du 28 août 1921, pour les ventes réalisées à l'intervention de commissionnaires, la taxe n'est exigible que du chef de la transmission du propriétaire au destinataire. Le commissionnaire-vendeur reçoit de son commettant une facture non timbrée et appose le timbre de transmission sur la facture qu'il adresse à l'acheteur. Le commissionnaire à l'achat reçoit du vendeur une facture timbrée, mais il se borne à rappeler le montant du timbre sur la facture qu'il dresse à destination de son commettant.

L'article 2 du projet frappe de la taxe de 1 ‰ la facture que le commissionnaire-vendeur reçoit du vendeur et celle que le commissionnaire à l'achat adresse à son commettant.

Il va de soi que ce texte est applicable à l'hypothèse prévue au deuxième alinéa du § 3 de l'article 48 de la loi du 28 août 1921.

On remarquera que le projet, en précisant la situation fiscale du consignataire de marchandises, consacre législativement une interprétation de l'article 48, §§ 2 et 3, de la loi du 28 août 1921, qui a déjà été confirmée par l'avant-dernier alinéa du § 1^{er} de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1922 en ce qui concerne les marchandises envoyées de l'étranger à un consignataire établi en Belgique.

L'article 3 est suffisamment précisé dans son objet par l'exposé de l'économie générale de la loi.

Les articles 4, 5 et 6 sont relatifs au mode d'acquittement de l'impôt et à la base de perception.

L'article 7 n'entend en aucune façon restreindre l'obligation de délivrer une facture, telle qu'elle est fixée par l'article 52 de la loi du 28 août 1921. Il l'étend, au contraire, aux contrats d'entreprise et même à certaines ventes exonérées de la taxe de transmission dans des conditions où la stricte exécution de l'article 52 n'a pas été dans l'esprit des auteurs de la loi (art. 49, 1°, 8°, 9°, 10°, 11° et 13°).

Le Gouvernement, en élargissant les cas où la délivrance d'une facture est obligatoire, s'est inspiré de la formule de l'article 52 précité. Il a tenu compte des particularités de certaines transactions. Indirectement, il favorise les ventes au comptant. En ce qui concerne le travail à domicile, il a entendu ne pas troubler des usages existants. Il est généralement admis que c'est un véritable contrat d'entreprise qui unit l'ouvrier à domicile et le patron. Néanmoins la délivrance d'une facture n'a pas été rendue obligatoire, même lorsque le prix

du contrat excède 150 francs, pour les ouvriers qui travaillent à domicile pour le compte exclusif d'un industriel, d'un commerçant ou plus généralement d'un patron.

Les articles 8 et 9 sont relatifs à la perception de la taxe de 1 ‰ sur les mémoires et états d'honoraires.

L'article 10 assure l'exonération du droit de timbre aux quittances mises à la suite des factures, mémoires et états qui ont acquitté la taxe de 1 ‰.

L'article 11 énumère limitativement les cas d'exonération.

L'article 12 fixe les sanctions. En règle générale, le débiteur n'est responsable du défaut de délivrance d'une facture, d'un mémoire ou d'un état d'honoraires dûment timbré que s'il s'est libéré, partiellement tout au moins, sans exiger que son créancier se conforme à la loi. La simple acceptation par un commerçant d'une facture rentrant dans les prévisions des articles 1 et 2 de la loi, fait naître sa responsabilité. La preuve de l'acceptation s'établit par tous moyens. On la déduit fréquemment en droit commercial du silence gardé par l'acheteur pendant un temps plus ou moins long ou par la mention de la facture dans ses livres.

L'article 13 a pour but d'établir la plus grande similitude possible, au point de vue du mode de perception et du contrôle, entre la taxe de transmission et son succédané, la taxe sur les factures.

Toutes les mesures d'exécution sont laissées au Gouvernement par l'article 14 du projet.

L'article 15 assujettit à la taxe de 5 ‰, établie par l'article 38 de la loi du 28 août 1921, différents objets qui peuvent incontestablement être rangés parmi les articles de luxe.

L'article 16 frappé d'un droit de timbre de quittance spécial, au taux de 10 ‰, les sommes payées à titre de loyers de coffres-forts et pour prix d'achat de boissons spiritueuses. Cette taxe spéciale se justifie pleinement en ce qui concerne la vente des spiritueux; elle n'est pas moins justifiée quant aux coffres-forts qui constituent dans le chef des locataires un indice de richesse relative.

L'article 17 a pour but de soumettre au droit de timbre divers actes, certificats ou écrits, actuellement affranchis du timbre, qui sont délivrés par les autorités publiques aux particuliers. Tels sont : les autorisations de bâtir, d'installer une usine, de vendre des marchandises neuves; les diplômes ou certificats d'études; les lettres de mer; les cartes d'identité; les certificats constatant le dépôt d'une marque de fabrique et d'une demande de brevet d'invention; les commissions délivrées à toutes personnes chargées d'un ministère ou d'un service public quelconque.

Les divers écrits ci-dessus seront, comme de règle, assujettis au timbre de dimension : toutefois, le Gouvernement a pensé qu'il convenait de soumettre les cartes d'identité à un droit très modéré que l'article 18 fixe à 25 centimes.

La loi du 25 mars 1891 et diverses lois postérieures ont édicté des immunités en matière de droit de timbre de quittance. Etant donnée la modicité du taux de ce droit (fr. 0.10 par 500 francs), ces immunités ne se justifient pas. Aussi, le Gouvernement vous propose-t-il de supprimer toutes les exemptions en cette matière, sauf toutefois le maintien de l'exonération pour les quittances de

sommes inférieures à 10 francs et pour celles qui se délivrent entre administrations et établissements publics.

Les quittances données à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissements publics seront sujettes à l'impôt d'après la règle nouvelle. Mais aux termes de l'article 20, le droit sera supporté par les particuliers qui délivrent la quittance; cette disposition n'est que l'extension du principe inscrit dans l'article 34 de la loi du 25 mars 1891, aux termes duquel le timbre des actes passés entre l'Etat et les particuliers est à la charge de ceux-ci.

L'article 21 du projet dispose qu'aucune quittance venant de l'étranger ne peut être encaissée dans le royaume si elle n'a été revêtue du timbre prescrit.

Cette disposition se justifie d'elle-même. Si l'encaissement en Belgique d'une quittance créée à l'étranger ne constitue pas l'usage juridique de l'écrit, il reste que celui-ci circule dans notre pays sous la protection des lois belges; cela suffit pour justifier une contribution au profit de l'Etat.

La loi du 30 août 1913 qui a soumis à une taxe annuelle les contrats d'assurance, ne donne pas aux fonctionnaires de l'enregistrement le droit d'exiger des assureurs la représentation de leurs registres, polices ou autres documents.

C'est évidemment une lacune. Le droit d'investigation au siège des compagnies d'assurance doit nécessairement être reconnu à l'administration si l'on veut qu'elle assure, comme il convient, l'exécution de la loi. Tel est l'objet de l'article 22 du projet.

D'après la législation en vigueur, les cessions à titre onéreux de fonds de commerce sont soumises à un droit d'enregistrement dont le taux varie suivant la nature des biens composant le fonds transmis. Ce droit est de fr. 3.50 %, et il se liquide sur le prix et les charges, en tant que la cession porte sur l'achalandage, l'installation matérielle et les marchandises; en tant que la transmission a pour objet les créances commerciales, le droit est de fr. 1.80 % qui se perçoit sur le capital des créances; quant à la cession du droit au bail des lieux où s'exerce le commerce, elle donne ouverture à un droit gradué qui est, suivant l'importance du loyer, de 1, 2, 4 ou 6 francs.

Si l'on admet, avec certains auteurs et avec la jurisprudence, que le fonds de commerce n'est pas une réunion disparate d'objets de nature diverse, mais qu'il constitue une individualité juridique tout à fait distincte des éléments qui le composent, ayant son actif et son passif propres, en est logiquement amené à reconnaître, d'une part, que la cession à titre onéreux du fonds de commerce devrait être soumise à un droit spécial, uniforme, sans égard à la nature des biens qui composent le fonds; et, d'autre part, que ce droit devrait être liquidé sur le prix stipulé y compris les charges, sans toutefois y ajouter les dettes relatives aux divers objets compris dans le fonds cédé, et que l'acquéreur reprend et s'engage à acquitter. C'est le système qui existe depuis longtemps pour les cessions d'actions ou de parts dans les sociétés commerciales.

Le régime actuellement en vigueur est défectueux à un autre point de vue. Étant donné, d'une part, que la cession du droit au bail n'est pas soumise au droit proportionnel et, d'autre part, que les parties ont la faculté de répartir le prix stipulé sur chacune des catégories de biens composant le fonds transmis, les

intéressés peuvent évaluer à une somme excessive la partie du prix afférente à la cession du droit au bail et diminuer ainsi, au détriment du Trésor, la perception du droit proportionnel dû sur la cession du matériel, des marchandises et de l'achalandage.

Les textes proposés par les articles 23 à 26 du projet modifient la législation en vigueur aux points de vue qui précèdent et édictent, en outre, certaines mesures en vue de mieux assurer le recouvrement de l'impôt sur les cessions de fonds de commerce et de clientèles.

Les sociétés coopératives et les unions du crédit jouissent, en vertu de la loi du 2 juillet 1873, d'une immunité fiscale presque complète.

Lorsque la dite loi a été votée, cette immunité se justifiait incontestablement : il s'agissait d'implanter dans notre pays le régime de la coopération qui, depuis un certain temps déjà, existait chez nos voisins ; il fallait encourager les ouvriers et autres gens de situation modeste à se grouper, à mettre en commun leur pauvreté selon l'expression du rapporteur de la loi, dans le but de parvenir à vivre à meilleur marché.

Mais les avantages fiscaux accordés aux sociétés coopératives par la loi précitée ne se justifient plus aujourd'hui. De divers côtés s'érigent des sociétés coopératives et des unions du crédit puissantes, qui disposent d'énormes capitaux. Ce n'est certes pas pour des associations de ce genre qu'a disposé le législateur de 1873. D'autre part, depuis plusieurs années, on voit se constituer sous le nom de sociétés coopératives des associations qui n'ont que le masque de la coopérative et qui, par leur objet, sont des sociétés anonymes. Pourquoi ces sociétés prennent-elles la forme de la coopérative en violation flagrante des lois sur les sociétés commerciales ? Uniquement dans le but de jouir des avantages fiscaux que la loi de 1873 accorde aux coopératives et aux unions du crédit.

Il importe que le législateur réagisse énergiquement contre de pareils abus qui non seulement causent un grand préjudice au Trésor mais qui, comme on l'a dit, constituent des actes de concurrence déloyale à l'égard des sociétés qui ont ouvertement adopté la forme anonyme et qui ont versé au Trésor les droits qui lui étaient légitimement dus.

Au surplus, l'état actuel de nos finances appelle une revision attentive des diverses immunités fiscales qui ont été édictées à des époques où les besoins du Trésor n'avaient rien de comparable à ceux d'aujourd'hui.

Disposant dans ces ordres d'idées, l'article 27 du projet applique aux sociétés coopératives le régime fiscal des sociétés anonymes. Il conserve toutefois aux premières deux faveurs : d'une part, il maintient l'exemption du droit de timbre en ce qui concerne le registre dont la tenue est prescrite par l'article 120 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ; d'autre part, il soumet au droit de timbre fixe de cinquante centimes, au lieu du droit proportionnel de un franc par mille francs, les titres nominatifs des droits des associés.

Le texte proposé maintient, en outre, à quelques sociétés qui méritent spécialement cette faveur, le régime fiscal instauré par les articles 1 à 3 de la loi susvisée de 1873.

Le dernier alinéa de l'article 27 du projet qui abroge l'article 4 de la loi

de 1875, supprime la faveur de la publication gratuite au *Moniteur*, des actes relatifs aux sociétés coopératives.

L'article 2 de la loi du 31 décembre 1888 consacre au profit de certaines catégories de citoyens un privilège qui, dans l'état actuel du Trésor, ne se justifie plus. L'article 28 du projet abroge cette disposition.

Les droits dus pour les dons et les legs faits à certains établissements et administrations publiques ont été fixés à 5 % par la loi du 30 août 1913, et ils n'ont pas été augmentés depuis l'armistice comme l'ont été les droits dus par les particuliers.

L'article 29 du projet porte ces droits au taux de 10 %, qui reste un tarif très modéré, et il en fait bénéficier tous les établissements et administrations publiques sans distinction.

En outre, le dit article soustrait au régime du droit commun (22.50 %), pour les soumettre au tarif de faveur de 15 %, les dispositions entre vifs ou testamentaires faites aux établissements d'utilité publique. Bénéficieront de ce tarif réduit, notamment les institutions rentrant dans les prévisions des articles 27 et suivants de la loi du 27 juin 1921.

D'après la disposition qui est l'objet de l'article 30, ce qui est recueilli au delà de sa part légale par un héritier en ligne collatérale, sera dorénavant assujéti, non pas d'une façon absolue aux droits dont sont frappées les personnes non parentes ainsi que cela se faisait sous l'empire de la loi du 27 décembre 1817, mais aux droits auxquels sont soumis, sur la part d'héritage correspondante, les héritiers du degré subséquent et, pour l'hypothèse où l'héritier bénéficiaire d'un legs est un petit neveu ou un héritier du même degré, aux droits dont sont frappées les personnes non parentes.

Un exemple fera saisir la portée du texte.

Soit une succession comprenant un actif net de 60,000 francs. Héritiers légaux : deux frères. Par testament, l'un d'eux a été institué légataire universel.

Part légale du légataire	fr. 30,000 »
Part extra-légale	fr. 30,000 »

La liquidation des droits s'opérera ainsi :

Part légale	5,000 à	5 % =	fr. 250 »
Id.	5,000 à	6 % =	300 »
Id.	10,000 à	7 % =	700 »
Id.	10,000 à	8 % =	800 »
Part extra-légale	20,000 à	9.60 % =	1,920 »
Id.	10,000 à	10.80 % =	1,080 »
TOTAL. . fr. 60,000			fr. 5,050 »
Augmentation de 50 % prévue par la loi du			
16 août 1920			2,525 »
ENSEMBLE. . fr.			<u>7,575 »</u>

Au regard du régime actuel, la disposition proposée augmentera, dans l'hypothèse envisagée, les droits de $\frac{1}{9}$ environ.

L'article 31 du projet consacre deux réformes : d'une part, il diminue le minimum d'exonération pour l'application du droit de succession, en ramenant ce minimum de 2,000 francs à 500 francs; d'autre part, il supprime la réduction d'impôt que consacre la législation actuelle au profit des héritiers ou légataires ayant des descendants.

Cette double réforme se justifie par la nécessité impérieuse d'accroître les ressources du Trésor.

Il arrive fréquemment, l'expérience l'a démontré, qu'immédiatement après le décès du locataire d'un coffre-fort en banque son conjoint ou ses héritiers ouvrent le coffre et enlèvent ce qu'il contient sans informer la Banque du décès; ils signalent ultérieurement le décès à la Banque et lorsque celle-ci veut procéder à l'inventaire du contenu du coffre, elle constate qu'il est vide. Il s'ensuit que beaucoup de titres au porteur déposés dans les coffres-forts en banque échappent au droit de succession. Le mal provient de ce que le législateur de 1919 n'a imposé qu'aux personnes agissant *en qualité de mandataire*, qui demandent à ouvrir un coffre, l'obligation d'établir leur identité et d'apposer leur signature sur un registre à ce destiné.

Le texte proposé qui se borne à supprimer du texte actuel les mots « agissant en qualité de mandataire » a pour but d'empêcher la fraude signalée ce-avant.

D'après la législation en vigueur, le droit de succession est dû sur l'intégralité du patrimoine délaissé par le défunt, y compris les immeubles situés en pays étranger.

Dans cet état de notre législation, les immeubles situés hors de nos frontières et qui sont transmis par le décès d'un habitant du Royaume sont, en règle, soumis à une double perception : l'une en Belgique, l'autre au pays de la situation des biens.

Cette double perception pour un même fait est évidemment rigoureuse et a donné lieu à de fréquentes et légitimes protestations. La rigueur du régime s'est surtout fait sentir depuis que la Belgique, à l'instar de la plupart des pays d'Europe, a établi en matière de droit de succession le principe de la progressivité de l'impôt.

Il importe de faire disparaître le grief que soulève à cet égard notre législation. Tel est le but de la disposition qui est l'objet de l'article 33 du projet. Cette disposition exempte, en fait, du droit de succession la partie du montant net de l'héritage qui est fournie par des immeubles situés hors de notre territoire, et ce à concurrence du droit similaire que les héritiers ou légataires justifieront avoir payé du chef des dits immeubles dans le pays de leur situation. C'est dire qu'il y aura remise totale du droit dû en Belgique d'après la loi existante, lorsque le droit perçu par l'État étranger sera égal ou supérieur, et que la remise sera d'une somme égale à ce dernier droit dans l'hypothèse contraire.

Depuis l'armistice, le prix des permis de port d'armes de chasse a été presque sextuplé : de 33 francs il a été porté à 200 francs.

D'autre part, la loi du 30 juillet 1922 a établi une taxe sur les permis de tenderie aux oiseaux au moyen de filets et au moyen de lacets.

Le moment semble venu de relever le prix des permis et des licences de pêche.

Le prix de licences de pêche, qui a été doublé par l'arrêté royal du 24 janvier 1920, pourrait encore être augmenté de 50 %. Quant au prix des permis de pêche, il pourrait être triplé.

Pour réaliser cette réforme un arrêté royal suffit, sauf qu'il y a lieu, en ce qui concerne les permis pour la pêche à la ligne à main, de supprimer le troisième alinéa de l'article 4 de la loi sur la pêche fluviale du 5 juillet 1899. L'article 34 du projet abroge cette disposition.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetten op de zegel-, registratie-,
griffie- en erfenisrechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Door een beroep te doen op de registratie-, zegel- en erfenisrechten om aan de Schatkist de haar onontbeerlijke inkomsten te bezorgen, heeft de Regeering zich nu juist niet als leidend beginsel toegewezen nieuwe rechten in 't leven te roepen of het bedrag der bestaande belastingen op te voeren, maar deze aan de verscheidene toestanden aan te passen, sommige vrijstellingen af te schaffen, leemten aan te vullen, bedrog te beteugelen, kortom, over 't algemeen, het gerechtelijk verkeer der goederen, dat gemelde belastingen tot opdracht hebben te raken, van naderbij te volgen.

Zegelrecht op de facturen en eereloonstaten.

De bij de wet van 28 Augustus 1921 gevestigde belasting wegens overdracht treft alle overdrachten onder de levenden, ten bezwarenden titel, van waren of andere uiteraard roerende goederen, wanneer de levering in België geschiedt.

Deze belasting treft alle dergelijke overdrachten, welke ook de gerechtelijke benaming weze van het contract waaruit zij voortspruiten, ongeacht of het eenen verkoop, eenen ruil, eenen koop, een aannemingscontract of elk andere overeenkomst ten bezwarenden titel geldt.

Zij wordt in den regel geheven door het aanbrengen van het zegel op de facturen.

Niettegenstaande de algemeenheid van het in de wet van 28 Augustus 1921 vastgelegd beginsel, ontsnappen tal van overdrachten nog aan de taxe, de eene omdat zij daarvan uitdrukkelijk vrijgesteld zijn, de andere omdat zij, op grond van het feit dat zij door middel van het endosseeren van leveringsbonds of van cedellen geschieden, veeleer als afstanden van titels, dan als afstanden van

goederen beschouwd worden, andere ten slotte, omdat zij, in het mechanisme van de werkwijze der wet, aanzien worden als hebbende geene levering in België ten gevolge gehad : alle ingevoerde waar mag inderdaad, bij de inklaring, ten verbruike aangegeven worden op naam van den persoon waaraan de invoerder ze afgestaan heeft, derwijze dat deze van de taxe vrijgesteld wordt, en dat de cessionaris op denzelfden voet gesteld wordt als of hij de waar persoonlijk had ingevoerd. Hetzelfde verschijnsel doet zich voor wanneer de waar in entrepot opgeslagen wordt of door een verlof tot tijdelijke vrijstelling gedekt wordt : de aangifte ten verbruik wordt uitgesteld, en zoolang deze aangifte niet gedaan is, wordt de waar als nog in het buitenland zijnde beschouwd ; zal alleen aan de belasting wegens overdracht onderworpen worden, de mutatie welke den uitslag uit entrepot of de aangifte ten verbruik ten gevolge zal hebben.

Deze onderscheidene modaliteiten brengen eene correctuur aan de al te groote strengheid van het beginsel van de herhaling der taxe bij elke overdracht en verdienen aanbeveling op grond van hoogere beschouwingen van economischen aard, welke niet dienen miskend.

Maar indien, voor de bedoelde verhandelingen, de herhaalde heffing der belasting wegens overdracht de zaken mocht breidelen, zoo is dit enkel wegens het hoog peil van het bedrag der belasting.

Met het oog op eene goede fiscale wetgeving komt het er op aan, dat deze verhandelingen, welke eene der uitingen van het gerechtelijk verkeer uitmaken, hun deel in de openbare lasten dragen, behoudens voor hen een matig tarief te vestigen.

Zulks zijn de overwegingen welke het denkbeeld baarden een zegelrecht van 1 p. d. te vestigen op al de facturen betreffende overdrachten onder de levenden, ten bezwarenden titel, van uiteraard roerende goederen, welke aan de belasting wegens overdracht niet onderworpen zijn.

* * *

De belasting wegens overdracht is niet vreemd aan het aannemingscontract van een werk. Wanneer het contract de levering beoogt van een voorwerp te scheppen of te vervaardigen door eenen aannemer die te gelijk de stof en zijnen arbeid verstrekt, is de belasting van 1 t. h. eischbaar. Zulks geldt eveneens voor het maakloonwerk in de mate dat het vergezeld gaat van leveringen van waren, van grondstoffen, van toebehooren, enz....

Behelst het contract het oprichten van een gebouw, zoo is de taxe niet opvoederbaar, niettegenstaande de omstandigheid dat de uitvoering van het contract de levering van allerlei materialen, van bakstenen, van steenen, van kalk, van zavel, van balken, enz., tengevolge heeft.

Het leek de Regeering noodig eene gematigde taxe van 1 p. d. te vestigen op al de facturen welke betrekking hebben op een aannemingscontract, voor zooveel de uitvoering van het contract tot de taxe van 1 t. h. geen aanleiding geeft.

Maar er kan geen sprake van zijn door deze taxe te treffen, noch de bij de wet van 10 Maart 1900 beheerde arbeidsovereenkomst, noch de door de wet van

7 Augustus 1922 geregelde bediendenarbeidsvereenkomst, noch meer algemeen, volgens de bewoording van artikel 1779 van het burgerlijk wetboek « de verhu- » ring van werklieden, die zich in iemands dienst verbinden ».

Het vervoeraannemingscontract moet eveneens buiten de voorzieningen van het ontwerp blijven.

*
* * *

De geestesarbeid, alhoewel hij meer bijzonder tot de vrije beroepen behoort, maakt ook het voorwerp van aannemingscontracten uit. De tekst van artikel 8 van het ontwerp belast met een recht van 1 p. d. de rekeningen, staten van eereloon en voorschotten der personen die een vrij beroep uitoefenen. Voor de toepassing van den tekst dient niet nagegaan of de prestatie, zooals deze van den advocaat of van den geneesheer, niet eerder verstrekt werd in uitvoering van een aannemingscontract, dan wel, zooals in het geval van eenen pleitbezorger, ten gevolge eener opdracht.

De formule volgens dewelke de Regeering gemeend heeft de hiervoren uiteengezette gedachte te kunnen verwezenlijken is uiterst eenvoudig en staat in verband met de grondregels der inning van het zegelrecht.

Al de in België opgemaakte rekeningen en eereloonstaten zijn, op het oogenblik hunner uitreiking, aan het recht van 1 p. d. onderworpen. Uitzondering op dien regel wordt enkel gemaakt voor de rekeningen en staten welke door den Staat, de provinciën en gemeenten, de polders en watering en de openbare instellingen verschuldigde sommen tot voorwerp hebben (verg. art. 62, n^o 42 van het Zegelwetboek).

Het regime verschilt niet merkbaar wat de facturen aangaat.

Alle, ja dan neen onderteeke, *in België opgemaakte facturen* zijn aan het zegelrecht van 1 p. d. onderworpen op de dubbele voorwaarde :

1^o Dat zij betrekking hebben hetzij op eené overdracht onder de levenden ten bezwarenden titel van koopwaren of uiteraard roerende goederen, hetzij op een contract van werkaanneming;

2^o Dat de verrichting niet reeds door de belasting wegens overdracht getroffen werd.

Worden alleen vrijgesteld :

1^o De facturen waarvan de geadresseerde in het buitenland gevestigd is en welke slaan op koopwaren, roerende goederen of werken welke door den steller der factuur rechtstreeks in den vreemde geleverd worden;

2^o De facturen welke door den Staat, de provinciën en gemeenten, de polders en watering en de openbare instellingen verschuldigde sommen tot voorwerp hebben;

3^o De facturen, welke sommen tot voorwerp hebben waarvan de betaling aanleiding geeft tot het innen van het zegelrecht van 5 % of van 10 %.

De gewone regels toepasselijk op de buiten het Rijk opgestelde geschriften blijven de *uit den vreemde komende facturen* beheerschen. De artikelen 30, 67 en 68 van het Zegelwetboek zijn hun toepasselijk. Zij zijn slechts in één geval

belastbaar met het recht van 1 p. d., te weten wanneer zij aan eenen in het Rijk gevestigden handelaar gezonden worden en betrekking hebben op in België geleverde koopwaren of voorwerpen die, om eenigerlei reden — inklaring op naam van den cessionaris, opslag in entrepot, lichting van een verlof tot vrijstelling, enz. — aan de belasting wegens overdracht, in hoofde van den geadresseerde van gezegde facturen, niet onderworpen werden.

*
* * *

Opgehelderd door de uitleggingen welke voorafgaan, vergen de artikelen van het ontwerp nog slechts eene korte toelichting.

Artikel I, 1^o, is namelijk toepasselijk :

- a) Op de bij artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921 vrijgestelde afstanden, enkel uitgezonderd zijnde de aan den Staat, aan de provinciën en gemeenten, aan de polders en wateringen en aan de openbare instellingen gedane verkoopen;
- b) Op de afstanden aan hunne leden gedaan door de uit kleinhandelaars bestaande samenwerkende vennootschappen tot gemeenschappen aankoop;
- c) Op de afstanden welke geschieden door endossement van eene cedel, van eenen leveringsbon of van eenen wegnemingsbon;
- d) Op de afstanden van in entrepot opgeslagen of door een verlof tot tijdelijke vrijstelling gedekte koopwaren.

Volgens artikel 48, § 3, der wet van 28 Augustus 1921, is, voor de verkoopen gesloten met tusschenkomst van commissionairs, de taxe enkel verschuldigd wegens de overdracht van den eigenaar of den geadresseerde. De verkoop-commissionair ontvangt van zijnen committent eene niet verzegelde factuur en plakt het overdrachtszegel op de factuur welke hij aan den koper zendt. De aankoop-commissionair krijgt van den verkoper eene verzegelde factuur, maar bepaalt er zich toe het bedrag van het zegel te herhalen op de factuur welke hij voor zijnen committent opmaakt.

Artikel 2 van het ontwerp belast met de taxe van 1 p. d. de factuur welke de verkoop-commissionair van den verkoper ontvangt, en deze welke de aankoop-commissionair aan zijnen committent stuurt.

Het spreekt van zelf dat deze tekst toepasselijk is op de veronderstelling voorzien bij het 2^e lid van § 3 van artikel 48 der wet van 28 Augustus 1921.

Opgemerkt dient dat het ontwerp, door den fiscaal toestand van den consignataris van koopwaren nader te bepalen, bij de wet eene uitlegging huldigt van artikel 48, §§ 2 en 3 der wet van 28 Augustus 1921, welke reeds bevestigd werd bij het voorlaatste lid van § 1 van artikel 9 der wet van 16 Juli 1922 wat de goederen aangaat welke uit den vreemde aan eenen in België gevestigden consignataris gezonden worden.

Het voorwerp van artikel 3 is genoegzaam verduidelijkt door de toelichting van het algemeen gehalte der wet.

Artikelen 4, 5 en 6 hebben betrekking op de wijze van vereffening der belasting en op den inningsgrondslag.

Artikel 7 beoogt genszins het beperken van de verplichting om eene factuur uit te reiken, zooals zij bepaald wordt bij artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921. Zij breidt deze daarentegen uit tot de aannemingscontracten, en zelfs tot zekere verkoopen, van de belasting wegens overdracht vrijgesteld in voorwaarden waarin de stipte uitvoering van artikel 52 nooit in de bedoeling van de ontwerpers der wet gelegen is geweest (art. 49, 1^o, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o en 13^o).

Bij het verruimen der gevallen waarin het uitreiken eener factuur verplichtend is, is de Regeering te rade gegaan bij de formule van voormeld artikel 52. Zij heeft rekening gehouden met de particulariteiten van sommige verhandelingen. Zij werkt onrechtstreeks de kontante verkooping in de hand. Zij beoogt de geldende gebruiken in verband met den huisarbeid niet te verstoren. Doorgaans wordt aangenomen, dat een werkelijk aannemingscontract huisarbeider en werkgever verbinden. Nochtans werd het uitreiken eener factuur niet verplichtende gemaakt, zelfs wanneer de prijs van het contract 150 frank overtreft, voor de werklieden welke ten huize werken uitsluitend voor de rekening van eenen nijveraar, van eenen handelaar of meer algemeen voor eenen patroon.

Artikelen 8 en 9 hebben betrekking op het heffen der taxe van 1 p. d. op de rekeningen en eereloonstaten.

Artikel 10 verzekert de vrijstelling van het zegelrecht aan de quitantiën gesteld onderaan op de facturen, rekeningen en staten welke de taxe van 1 p. d. betaald hebben.

Artikel 11 somt de gevallen van vrijstelling beperkend op.

Artikel 12 stelt de strafbepalingen vast. Over 't algemeen is de schuldenaar slechts verantwoordelijk voor het niet uitreiken van eene factuur, van eene rekening of van eenen eereloonstaat, behoorlijk gezégeld, wanneer hij, geheel of ten deele betaald heeft, zonder te eischen dat zijn schuldeischer zich naar de wet gedrage. Het eenvoudig aannemen door eenen handelaar van eene factuur, welke tot de bij artikelen 1 en 2 der wet voorziene gevallen behoort, doet zijne aansprakelijkheid ontstaan. Het bewijs der aanneming mag door alle middelen geleverd worden. In handelsrecht wordt het vaak afgeleid uit de stilzwijgendheid door den koper gedurende eenen min of meer langen tijd betracht of uit de vermelding der facturen in zijne boeken.

Artikel 13 beoogt het vestigen der hoogst mogelijke gelijkenis, ten opzichte der wijze van inning en van toezicht, tusschen de belasting wegens overdracht en haar surrogaat : de taxe op de facturen.

Alle uitvoeringsmaatregelen worden bij artikel 14 van het ontwerp aan de Regeering overgelaten.

Artikel 15 onderwerpt aan de taxe van 5 t. h., gevestigd bij artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921, verschillende voorwerpen welke ontegensprekelijk onder de weelde-artikelen kunnen gerangschikt worden.

Artikel 16 treft met een bijzonder quitantiezegelrecht van 10 t. h. de sommen betaald ten titel van huurprijzen van brandkasten, en van aankooprijzen van geestrijke dranken. Deze bijzondere taxe is ten volle gegrond wat den verkoop van spiritualiën betreft; zij is het niet minder wat de brandkasten aangaat, dewelke in den persoon der huurders eenen betrekkelijken welstand verraden.

Artikel 17 stelt zich ten doel aan het zegelrecht te onderwerpen verscheidene thans daarvan vrijgestelde akten, getuigschriften of geschriften, welke door de openbare overheden aan particulieren uitgereikt worden. Dusdanig zijn : de toelatingen tot bouwen, tot oprichten eener fabriek, tot verkoopen van nieuwe koopwaren; de diploma's en studiegetuigschriften; de zeepassen; de eenzelvigheidskaarten; de getuigschriften tot bewijs van neerlegging van een fabrieksmerk en van eene patentaanvraag; de aanstellingsbrieven uitgereikt aan al de personen aan wie eenigerlei ambt of openbare dienst opgedragen wordt.

De verscheidene geschriften hiervoor zullen, overeenkomstig den regel, aan het formaat zegelrecht onderworpen worden : nochtans was de Regeering de meening toegedaan dat het betaamde de eenzelvigheidskaarten aan een zeer gering recht, bij artikel 18 op 25 centiem bepaald, te onderwerpen.

De wet van 25 Maart 1891 en verscheidene latere wetten hebben vrijstellingen in zake quitantiezegelrecht uitgevaardigd. Gezien de matigheid van het bedrag van het recht (fr. 0.10 per 500 frank), zijn deze vrijstellingen niet te rechtvaardigen. De Regeering stelt U dan ook voor terzake al de vrijstellingen af te schaffen, behoudens nochtans de vrijstelling te handhaven voor de quitantiën van minder dan 10 frank en voor deze welke tusschen openbare beheeren en instellingen uitgereikt worden.

De aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten en aan de openbare instellingen afgegeven quittantiën worden aan de belasting onderworpen volgens den nieuwen regel. Maar naar luid van artikel 20 zullen de particulieren, die de quitantie uitreiken, den last ervan dragen ; deze bepaling is enkel de uitbreiding van het beginsel neergelegd in artikel 31 der wet van 25 Maart 1891 luidens het welk het zegel der akten verleden tusschen den Staat en de particulieren ten laste van laatstgenoemde is.

Artikel 21 van het ontwerp bedingt dat geen enkele uit het buitenland komende quitantie binnen het rijk mag geïncasseerd worden indien zij met het voorgeschreven zegel niet bekleed werd.

Deze bepaling vindt hare verantwoording in haar zelve. Indien de incasseering in België van eene in den vreemde opgemaakte quitantie het gerechtelijk gebruik van het geschrift niet nitmaakt, toch verkeert dit in ons land onder de bescherming der Belgische wetten ; zulks volstaat om eene belasting ten bate van den Staat te billijken.

De wet van 30 Augustus 1913, die de verzekeringscontracten aan eene jaarlijksche belasting onderworpen heeft, verleent aan de ambtenaren der registratie het recht niet om van de verzekeraars de overlegging hunner registers, polissen of andere bescheiden te vorderen.

Zulks is natuurlijk eene leemte. Het recht van navorsching ten zetel der verzekeringsmaatschappijen moet noodzakelijk het beheer toegekend worden, wil men dat het de uitvoering der wet naar behooren verzekere. Zulks is het voorwerp van artikel 22 van het ontwerp.

Volgens de van kracht zijnde wetgeving zijn de afstanden ten bezwarenden titel van handelszaken aan een registratierecht onderworpen waarvan het bedrag verandert volgens den aard der goederen waaruit de overgelaten zaak bestaat.

Dit recht bedraagt fr. 3.50 t. h. en wordt gekweten op den prijs en op de lasten in zoover de afstand loopt over de beklanting, de materiele inrichting en de koopwaren; voor zoover als het gaat om eene overdracht van handelsschuld-vorderingen, bedraagt het recht fr. 1.80 t. h. en wordt geheven op het kapitaal der schuldvorderingen; wat betreft den afstand van het recht op de pacht der plaatsen waar de handel uitgeoefend wordt, deze geeft aanleiding tot een recht dat, volgens het bedrag der huur, 1, 2, 4 of 6 frank beloopt.

Indien men, met sommige schrijvers en met de rechtspraak, aanneemt dat eene handelszaak geene disparate vereeniging van voorwerpen van uiteenlopenden aard is, maar dat zij eene gerechtelijke individualiteit uitmaakt, die geheel onderscheiden is van de samenstellende bestanddeelen en haar eigen actief en passief heeft, zoo wordt men logischerwijze er toe gebracht te erkennen, eenerzijds, dat de afstand ten bezwarenden titel van de handelszaak dient onderworpen aan een bijzonder recht dat hetzelfde blijft, ongeacht den aard der goederen waaruit de zaak is samengesteld; en, anderzijds, dat dit recht dient vereffend op den bedongen prijs, met inbegrip der lasten, zonder nochtans daarbij de schulden te voegen in verband met de onderscheidene in de overgelaten zaak begrepen voorwerpen en die de verkrijger overneemt en zich verbindt te betalen. Dat stelsel bestaat reeds lang voor de afstanden van actiën of van aandelen in handelsvennootschappen.

Het thans van kracht zijnde regime is nog gebrekkig uit een ander oogpunt. Gezien, eenerzijds, dat de afstand van het recht op de pacht aan het evenredig recht niet onderworpen is en, anderzijds, dat de partijen gemachtigd zijn den bedongen prijs te verdeelen over elk der categorieën waaruit de overgelaten zaak bestaat, zoo kunnen de belanghebbenden het deel van den prijs in verband met den afstand van het recht op de pacht op eene overdreven som ramen en aldus, ten nadeele der Schatkist, de heffing van het evenredig recht dat verschuldigd is op het overlaten van het materieel, van de koopwaren en van de beklanting vermindere.

De bij artikelen 23 tot 26 van het ontwerp voorgestelde teksten wijzigen de geldende wetgeving te dien opzichte en vaardigen daarenboven zekere inatregelen uit, ten einde de inning van de belasting op het overlaten van handelszaken en clienteele.

De samenwerkende vennootschappen en de credietvereenigingen genieten, krachtens de wet van 2 Juli 1873, nagenoeg volledige fiscaal vrijdom.

Toen gemelde wet aangenomen werd, was deze vrijdom buiten kijf gerechtvaardigd: het was er om te doen het regime der samenwerking dat reeds sedert eenigen tijd bij onze burens bestond in ons land vasten voet te doen krijgen; werklieden en andere personen van nederingen stand moesten aangemoedigd worden zich te groepeeren, hunne onvermogenheid in gemeenschap te brengen, volgens de uitdrukking van den verslaggever der wet, ten einde er toe te geraken beterkoop te leven.

Maar de fiscale voordeelen door voormelde wet aan de samenwerkende vennootschappen verleend, zijn thans niet meer te rechtvaardigen. Overal rijzen machtige samenwerkende vennootschappen en credietvereenigingen welke over

geweldige kapitalen beschikken. Het was zeker niet voor zulke vereenigingen dat de wetgever van 1875 voormelde gunstige bepalingen getroffen heeft. Anderzijds werden sedert verscheidene jaren, onder de benaming van samenwerkende vennootschappen, maatschappijen opgericht die enkel het masker der cooperatief dragen en die, door hun voorwerp, naamlooze vennootschappen zijn. Waarom nemen deze vennootschappen den vorm der cooperatief aan, daarbij klaarblijkend de wetten op de handelsvennootschappen overtredende? Uitsluitend om de fiscale voordeelen te genieten, welke de wet van 1875 aan de samenwerkende vennootschappen en aan de credietvereenigingen verleent.

De wetgever dient zich krachtig te verzetten tegen dergelijke misbruiken, welke niet alleenlijk aan de Schatkist een groot nadeel berokkenen, maar die, zooals reeds gezegd, handelingen van oneerlijke mededinging zijn ten opzichte der vennootschappen welke openlijk den naamloozen vorm aangenomen hebben en welke aan de Schatkist de rechten gestort hebben die haar wettig toekomen.

Overigens, de huidige toestand onzer financiën vergt eene zorgvuldige herziening der onderscheidene fiscale vrijstellingen, die uitgevaardigd werden toen 's lands behoeften met de huidige niet konden vergeleken worden.

In dien gedachtengang past artikel 27 van het ontwerp het fiscaal regime der naamlooze vennootschappen toe op de samenwerkende vennootschappen, Twee gunsten ten bate van laatstgenoemde worden nochtans gehandhaafd; eenerzijds, wordt de vrijstelling van het zegelrecht behouden wat betreft het register waarvan het houden voorgeschreven wordt bij artikel 120 der geordende wetten op de handelsvennootschappen; anderzijds, worden de naamtitels van de rechten der vennoten onderworpen aan het vast recht van 50 centiem in stede van aan het evenredig recht van 1 frank per 1,000 frank.

De voorgestelde tekst handhaaft daarenboven ten bate van eenige vennootschappen, welke deze gunst bijzonder waardig zijn, het fiscaal regime ingesteld bij de artikelen 1 tot 3 van hoogerbedoelde wet van 1875.

Het laatste lid van artikel 27 van het ontwerp waarbij artikel 4 der wet van 1875 ingetrokken wordt, schaft de gunst van het kosteloos bekendmaken in den *Moniteur* der akten betreffende de samenwerkende vennootschappen, af.

Artikel 2 der wet van 31 December 1888 huldigt, ten bate van sommige categorieën van burgers een voorrecht, dat in den huidige toestand der Schatkist, niet meer te rechtvaardigen is. Artikel 28 van het ontwerp trekt deze bepaling in.

De rechten verschuldigd voor de aan sommige openbare instellingen en besturen gedane giften en legaten werden bij de wet van 30 Augustus 1913 op 5 % vastgesteld, en werden na den wapenstilstand niet verhoogd zooals dit wel geschiedde voor de door de particulieren verschuldigde rechten.

Artikel 29 van het ontwerp voert deze rechten op tot het bedrag van 10 t. h., hetgeen een zeer gematigd tarief blijft, en doet daarvan al de openbare instellingen en besturen zonder onderscheid genieten.

Daarenboven, gemeld artikel onttrekt aan het regime van het gemeen recht (22.50 t. h.) om ze aan het gunsttarief van 15 % te onderwerpen, de beschikkingen onder de levenden of bij testament gedaan ten bate van de instellingen van

openbaar nut. Zullen namelijk van dit verminderd tarief genieten, de instellingen welke vallen in de voorzieningen der artikelen 27 en volgende der wet van 27 Juni 1921.

Volgens de bepaling die het voorwerp uitmaakt van artikel 30, zal datgene, dat door eenen erfgenaam in de zijlijn boven zijn wettelijk aandeel verkregen wordt, niet op eene volstrekte wijze onderworpen worden aan de rechten welke de niet verwante personen treffen, zooals zulks wel geschiedde onder de heerschappij der wet van 27 December 1817, maar aan de rechten waaraan onderworpen zijn, op het overeenstemmend aandeel in de erfenis, de erfgenamen van den nakomenden graad en, in de veronderstelling dat de met een legaat begunstigde erfgenaam een nancef of een erfgenaam van denzelfden graad is, aan de rechten welke de niet verwante personen treffen.

Een voorbeeld zal de beteekenis van den tekst doen begrijpen.

Gesteld eene erfenis die een zuiver actief van 60,000 frank bevat. Wettige erfgenamen : twee broeders. Bij testament wordt een hunner tot algemeen legataris aangesteld.

Wettelijk aandeel van den legataris.	fr.	30,000	»
Extra-wettelijk aandeel		30,000	»

De vereffening der rechten zal aldus geschieden :

Wettelijk aandeel	5,000 tegen	5 t. h. =	fr.	250	»
Id.	5,000 tegen	6 t. h. =		300	»
Id.	10,000 tegen	7 t. h. =		700	»
Id.	10,000 tegen	8 t. h. =		800	»
Extra-wettelijk aandeel	20,000 tegen	9.60 t. h. =		1,920	»
Id.	10,000 tegen	10.80 t. h. =		1,080	»
TOTAAL.	fr.	60,000		fr.	5,050 »

Verhooging van 50 t. h. voorzien bij de wet van					
16 Augustus 1920				2,525	»
TE ZAMEN.	fr.			7,575	»

Ten aanzien van het huidig regime zal de voorgestelde bepaling, in onderhavige veronderstelling, de rechten met ongeveer $\frac{1}{9}$ verhoogen.

Artikel 31 van het ontwerp huldigt twee hervormingen : eenerzijds wordt het minimum van vrijstelling voor de toepassing van het erfenisrecht verlaagd, daar het van 2,000 tot 500 frank teruggebracht wordt; anderzijds, wordt de vermindering van belasting welke de geldende wetgeving verleent ten bate der erfgenamen of legatarissen welke afstammelingen hebben, afgeschaft.

De dringende noodzakelijkheid 's lands middelen op te voeren wettigt deze tweeledige hervorming.

Het gebeurt dikwijls, de ondervinding heeft het bewezen, dat onmiddellijk na het afsterven van eenen huurder eener brandkast ter bank, zijn echtgenoot of

zijne erfgenamen de brandkast openen en den inhoud er van wegnemen zonder de Bank van het afsterven te verwittigen; later maken zij het overlijden aan de Bank bekend en als deze den inventaris van den inhoud der brandkast wil opmaken, stelt zij vast dat deze ledig is. Daaruit volgt dat vele in de brandkasten ter Bank neergelegde titels aan toonder aan het erfenisrecht ontsnappen. Het kwaad spruit voor uit het feit dat de wetgever van 1919 enkel aan de personen, die *als lasthebber* optreden en vragen om eene brandkast te openen, de verplichting oplegt hunne identiteit te bewijzen en hunne handteekening op een daartoe bestemd register te stellen.

De voorgestelde tekst, die er zich toe bepaalt in den huidige tekst de woorden « die optreedt als lasthebber » te doen vervallen, heeft ten doel het hiervoor aangeduid bedrog te verhinderen.

Volgens de van kracht zijnde wetgeving, is het erfenisrecht verschuldigd op de algeheelheid van het door den overledene achtergelaten vermogen, met inbegrip van de in den vreemde gelegen onroerende goederen.

In dezen stand onzer wetgeving zijn de buiten onze grenzen gelegen onroerende goederen, die ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner des Rijks overgedragen worden, in den regel aan eene dubbele heffing onderworpen : eene in België, eene andere in het land van de ligging der goederen.

Deze dubbele heffing voor eenzelfde feit is natuurlijk al te streng en heeft herhaalde en wettige protesten uitgelokt. De strengheid van het regime deed zich vooral gevoelen sinds dat België, in navolging van het meerendeel der landen van Europa, in zake erfenisrechten, het beginsel van het klimmen der belasting naar verhouding van 't vermogen aangenomen heeft.

De bezwaren welke onze wetgeving te dien opzichte baarde, dienen onderwerpen te worden. Zulks is het doel van het bepaalde bij artikel 33 van het ontwerp. Dit artikel ontslaat, in feite, van het erfenisrecht, het deel van het zuiver bedrag der erfenis, dat gevormd wordt door de buiten ons grondgebied gelegen onroerende goederen en zulks ten beloope van het gelijksoortig recht waarvan de betaling, uit hoofde van gemelde onroerende goederen in het land hunner ligging, door de erfgenamen of legatarissen bewezen wordt. Dit beteekent dat geheele kwijtschelding van het in België volgens de bestaande wetgeving verschuldigd recht toegestaan wordt, wanneer het door den vreemden Staat geheven recht gelijk of hooger is, en dat, in de tegenovergestelde veronderstelling, de ontlasting aan laatstgenoemd recht gelijk zal zijn.

Sedert den wapenstilstand werd de prijs der verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens bijna verzesvoudigd; van 35 frank werd hij tot 200 frank opgevoerd.

Anderzijds, heeft de wet van 30 Juli 1922 eene taxe gevestigd op de verlofbrieven voor het vogelvangen met netten of met strikken.

Het oogenblik schijnt gekomen om den prijs der vischverloven en vischvergunningen te verhoogen.

De prijs der vischvergunningen, welke bij koninklijk besluit van 24 Januari 1920 verdubbeld werd, zou nog met 50 % kunnen opgevoerd worden. De prijs der vischverloven zou kunnen verdriedubbeld worden.

Een koninklijk besluit volstaat om deze hervorming te verwezenlijken behoudens dat wat de vischvangst met de handlijn betreft het 4^e lid van artikel 4 der wet op de riviervischvangst van 5 Juli 1899 dient afgeschaft. Artikel 34 van het ontwerp heft deze bepaling op.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

(12)

ANNEXE AU N° 138

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Droit de timbre sur les factures et états d'honoraires.

ARTICLE PREMIER.

Sont assujetties à un droit de timbre proportionnel les factures, signées ou non signées, qui sont relatives :

1° A une transmission entre vifs à titre onéreux de marchandises ou autres biens meubles par nature, qui n'est pas soumise à la taxe de transmission;

2° A l'exécution d'un contrat d'entre-

BIJLAGE VAN N° 138.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetten op de zegel-, registratie-, griffie- en erfenisrechten.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën zal, in Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, aan de Wetgevende Kamers voorleggen :

HOOFDSTUK I.

Zegelrecht op facturen en eereloonstaten.

ARTIKEL EÉN.

Worden aan een evenredig zegelrecht onderworpen de al dan niet geteekende facturen, welke betrekking hebben op :

1° Eene overdracht onder de leventen, ten bezwarenden titel, van koopwaren of andere roerende goederen uit hunnen aard, welke niet aan de overdrachtstaxe onderworpen is;

2° De uitvoering van een contract van

prise d'ouvrage, avec ou sans fournitures, dans la mesure où la prestation ne donne pas ouverture à la taxe de transmission.

ART. 2.

Tombent sous l'application du 1^o de l'article 1^{er} ci-avant, les factures délivrées par le commissionnaire à l'achat à son commettant ou par le vendeur à son commissionnaire, sauf dans le cas où, ayant été constitué consignataire de la marchandise, ce dernier est assimilé à un acheteur pur et simple au point de vue de la taxe de transmission et est soumis comme tel à cette taxe dès que la vente des marchandises est réalisée par son entremise.

ART. 3.

Est assujettie au même droit de timbre, toute facture venant de l'étranger et rentrant dans les prévisions des articles qui précèdent, dont le destinataire est un commerçant établi en Belgique et y fait profession de vendre, lorsqu'elle est relative à des marchandises ou objets qui sont livrés en Belgique, à moins que ceux-ci n'aient été imposés à la taxe de transmission dans le chef du destinataire de la facture ou que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce.

ART. 4.

Le droit est fixé à 1 franc par 1,000 francs.

La perception suit les sommes de 100 en 100 francs.

Toute fraction de centaine est comptée pour la centaine entière.

werkaanneming, met of zonder leveringen, voor zooveel de prestatie niet tot de overdrachtstaxe aanleiding geeft.

ART. 2.

Vallen onder toepassing van 1^o van voorgaand artikel een, de facturen uitgereikt door den aankoop-commissionair, aan zijnen committent of door den verkooper aan zijnen commissionair, behoudens het geval dat laatstgemelde, tot consignataris der koopwaar gesteld geworden zijnde, ten opzichte der overdrachtstaxe met eenen eenvoudigen verkooper gelijkgesteld en als dusdanig aan deze taxe onderworpen wordt zoodra de verkoop der waren door zijne tuschenkomst verwezenlijkt is.

ART. 3.

Wordt aan hetzelfde zegelrecht onderworpen, alle uit het buitenland komende en in de voorzieningen der voorgaande artikelen vallende factuur waarvan de bestemming een in België gevestigd handelaar is, die er het beroep van verkooper uitoefent, wanneer zij betrekking heeft op in België geleverde koopwaren of woorwerpen, tenzij deze reeds in het hoofd van den bestemming der factuur aan de overdrachtstaxe onderworpen werden of tenzij de verrichting eene aan zijnen handel vreemde oorzaak hebbe.

ART. 4.

Het recht wordt gesteld op 1 frank per 1,000 frank.

Het wordt geheven van 100 tot 100 frank.

Elke breuk van 100 frank wordt voor volle 100 frank gerekend.

ART. 5.

Le droit est acquitté par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs.

Dans le cas des articles 1^{er} et 2, cette formalité est accomplie par l'auteur de la facture au moment de la délivrance de celle-ci.

Dans le cas de l'article 3, il incombe au destinataire de la facture de la revêtir du timbre dans les huit jours de sa réception. En l'absence de facture, le timbre est apposé au facturier d'entrée, au plus tard dans les huit jours de la livraison.

ART. 6.

Les articles 44 et 45 de la loi du 28 août 1921 sont rendus applicables aux factures régies par les dispositions qui précèdent.

Dans les rapports du commissionnaire à l'achat et de l'acheteur, la commission s'ajoute au prix pour la liquidation du droit.

ART. 7.

§ 1^{er}. Est obligatoire au moment de la livraison, lorsque le prix en principal et accessoires excède 150 francs, la délivrance d'une facture savoir :

a) Par le vendeur à son acheteur ou à son commissionnaire, par le commissionnaire à l'acheteur, lorsque l'un des intéressés est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce;

b) Par l'entrepreneur ou maître de l'ouvrage, lorsque le premier exerce en

ART. 5.

Het recht wordt voldaan door het aanbrengen en het onbruikbaar maken van plakzegels.

In de gevallen van artikelen 1 en 2 wordt deze formaliteit vervuld door den opsteller der factuur, op het oogenblik harer uitreiking.

In het geval van artikel 3, is de bestemming verplicht de factuur, binnen de acht dagen na hare ontvangst, met het zegel te bekleeden. Bij gemis aan factuur wordt het zegel, uiterlijk binnen de acht dagen na de levering, op het boek voor de inkomende facturen aangebracht.

ART. 6.

Artikelen 44 en 45 der wet van 28 Augustus 1921 worden toepasselijk gemaakt op de bij voorgaande bepalingen beheerschte facturen.

In de betrekkingen van den aankoop-commissionair en den aankoper, wordt voor de verevening van het recht het commissieloon bij den prijs gevoegd.

ART. 7.

§ 1. Het uitreiken eener factuur is verplichtend op het oogenblik der levering, wanneer de prijs in hoofdsom en bijkosten 150 frank overschrijdt, te weten :

a) Door den verkooper aan zijnen aankoper of aan zijnen commissionair, door den commissionair aan den aankoper, wanneer een der belanghebbenden een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene, aan zijnen handel vreemde oorzaak hebbe;

b) Door den aannemer aan den meester van het werk, wanneer eerstge-

Belgique la profession d'entreprendre des ouvrages, à l'exclusion des ouvriers qui travaillent à domicile pour le compte exclusif d'un industriel, d'un commerçant ou, plus généralement, d'un patron.

Sont considérés comme commerçants, pour l'application de la présente loi, les exploitants de mines, minières et carrières.

§ 2. La délivrance d'une facture n'est pas obligatoire :

1° Si la vente a lieu au comptant par adjudication publique;

2° Si elle est faite au comptant à des particuliers achetant pour leur usage purement privé ou celui de leur ménage.

ART. 8.

Sont également assujettis au droit de timbre proportionnel de 1 franc par 1,000 francs établi par les articles qui précèdent les mémoires ou états d'honoraires et déboursés, signés ou non signés, des avocats, médecins, ingénieurs, notaires, avoués, huissiers, professeurs ou maîtres, architectes, experts, géomètres, agents d'affaires, chimistes, dentistes, sages-femmes, vétérinaires et, plus généralement, de toutes personnes exerçant une profession dite libérale.

ART. 9.

Lorsque le montant des honoraires et déboursés dus atteint 10 francs, et que le créancier réside en Belgique, la délivrance d'un mémoire ou état d'honoraires est obligatoire. Cette délivrance

noemde in België het beroep van het aannemen van werken uitoefent, met uitsluiting van de werklieden, die voor de uitsluitende rekening van eenen niveraar, van eenen handelaar of meer algemeen van eenen werkgever, ten huize arbeiden.

Worden voor de toepassing dezer wet als handelaars beschouwd, de ontginners van mijnen, groeven en graverijen.

§ 2. Het uitreiken eener factuur is niet verplichtend :

1° Indien de verkoop met gereed geld bij openbare aanbesteding geschiedt;

2° Indien de verkoop met gereed geld gedaan wordt aan particulieren, die voor hun louter privaat gebruik of voor dat van hun gezin koopen.

ART. 8.

Worden insgelijks onderworpen aan het bij vorige artikelen gevestigd evenredig zegelrecht van 1 frank per 1,000 frank, de al dan niet onderteekende rekeningen of staten van eereloon en uitschotten van advocaten, geëcesheeren, ingenieurs, notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders, leeraars of meesters, bouwkundigen, deskundigen, landmeters, zaakwaarnemers, scheikundigen, tandmeesters, vroedvrouwen, veeartsen en, meer algemeen, van alle personen die een zoogenaamd vrij beroep uitoefenen.

ART. 9.

Wanneer het bedrag van de verschuldigde eereloonen en uitschotten 10 frank bereikt en de schuldvorderaar in België verblijft, is het uitreiken van eene rekening of van eenen eereloonstaat ver-

doit avoir lieu au plus tard au moment du paiement de la créance.

ART. 10.

Peuvent être écrits à la suite des factures, mémoires ou états d'honoraires et déboursés, qui ont acquitté le droit de timbre ci-dessus établi, et ce sans donner ouverture au droit de timbre de quittance. les reçus, acquits ou quittances des sommes faisant l'objet des dits factures, mémoires ou états.

ART. 11.

Sont seuls exonérés du droit de timbre établi par les dispositions qui précèdent :

1^o Les mémoires, factures ou états d'honoraires et déboursés ayant pour objet des sommes dues par l'État, les provinces et communes, les polders et waterings et les établissements publics;

2^o Les factures relatives à des marchandises, biens meubles ou ouvrages qui sont livrés à l'étranger par le vendeur ou l'entrepreneur, lorsque le destinataire de la facture n'est pas établi en Belgique;

3^o Les factures qui ont pour objet des sommes dont le paiement donne lieu à la perception du droit de timbre de quittance de 5 % ou de 10 %.

ART. 12.

Il est encouru :

1^o Pour toute contravention aux dispositions qui précèdent, une amende égale à 100 fois le droit éludé, sans

plightend. Deze uitreiking moet uiterlijk bij het betalen der schuld geschieden.

ART. 10.

Onderaan de facturen, rekeningen of staten van eereloon en uitschotten, waarvoor het hierboven gevestigd zegelrecht voldaan werd, en zulks zonder tot het quitantiezegelrecht aanleiding te geven, mogen geschreven worden de ontvangbewijzen, kwijtingen of quitantiën der sommen, welke het voorwerp van gezegde facturen, rekeningen of staten uitmaken.

ART. 11.

Worden van het bij voorgaande bepalingen gevestigde zegelrecht alleen vrijgesteld :

1^o De rekeningen, facturen of staten van eereloon en uitschotten, welke door den Staat, de provinciën en gemeenten, de polders en wateringen, en de openbare inrichtingen verschuldigde sommen tot voorwerp hebben;

2^o De facturen betreffende door den verkooper of den aannemer in het buitenland geleverde koopwaren, roerende goederen of werken, wanneer de bestemming der factuur niet in België gevestigd is;

3^o De facturen, welke sommen tot voorwerp hebben, waarvan de betaling aanleiding geeft tot het heffen van het zegelrecht voor kwijtschrift van 5 t. h. of van 10 t. h.

ART. 12.

Wordt belopen :

1^o Voor alle overtreding van voorgaande bepalingen, eene boete gelijk aan 100 maal het ontdoken recht, zonder

qu'elle puisse être inférieure à 500 francs, et sans préjudice au paiement du dit droit;

2° Pour l'annulation irrégulière d'un timbre, une amende de 5 francs.

Ces amendes sont encourues :

a) Dans le cas de l'article 3 par le destinataire de la facture;

b) Dans les autres cas, par le créancier. Le débiteur est solidairement tenu avec ce dernier au paiement des amendes et du droit éludé s'il se libère, en tout ou en partie, sans exiger une facture ou un état d'honoraires dûment timbré ou dont le timbre a été irrégulièrement annulé.

Dès avant le paiement et par le seul fait de l'acceptation de la facture, le commerçant qui reçoit une facture rentrant dans les prévisions des articles 1^{er} et 2 de la présente loi, qui n'est pas munie du timbre prescrit ou qui est revêtue d'un timbre irrégulièrement annulé, est tenu solidairement avec le créancier au paiement des amendes et des droits éludés.

ART. 13.

Sont rendues applicables aux factures visées par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi, les dispositions des articles 53, 54, 55, 62, 63, 64, 65, 1^{er} alinéa, de la loi du 28 août 1921 et de l'article 9, § 3, de la loi du 16 juillet 1922.

Les entrepreneurs d'ouvrages sont, au point de vue de ces dispositions, assimilés aux négociants.

Sont également applicables aux mémoires et états d'honoraires visés à l'ar-

dat zij minder dan 500 frank moge bedragen, en onverminderd de betaling van gemeld recht;

2° Voor het onregelmatig onbruikbaar maken van een zegel, eene boete van 5 frank.

Deze boeten worden beloopen :

a) In het geval van artikel 3, door den bestemmingeling der factuur;

b) In de andere gevallen, door den schuldvorderaar. De schuldenaar is met laatstgemelde solidair gehouden tot betaling van de boeten en van het ontrokken recht, indien hij, geheel of gedeeltelijk, betaalt zonder eene factuur of eenen eercloonstat te eischen, welke behoorlijk gezegeld is of waarvan het zegel onregelmatig onbruikbaar gemaakt werd.

Reeds vóór de betaling en door het bloote feit van het aanvaarden der factuur, is de handelaar, die in de voorzieningen van artikelen 1 en 2 dezer wet vallende factuur ontvangt, welke niet van het voorgeschreven zegel voorzien is of met een op onregelmatige wijze onbruikbaar gemaakt zegel bekleed is, solidair met den schuldvorderaar gehouden tot betaling der boeten en der ontrokken rechten.

ART. 13.

De bepalingen der artikelen 53, 54, 55, 62, 63, 64, 65, eerste lid, der wet van 28 Augustus 1921 en van artikel 9, § 3, der wet van 16 Juli 1922 worden toepasselijk gemaakt op de bij artikelen 1, 2 en 3 der tegenwoordige wet bedoelde facturen.

De aannemers van werken worden, ten opzichte dier bepalingen, met de handelaars gelijkgesteld.

De bepalingen van voormelde artikelen 63, 64 en 65 zijn insgelijks toepas-

ticle 8, les dispositions des articles 63, 64 et 65 précités.

ART. 14.

Le Gouvernement arrête les mesures généralement quelconques en vue d'assurer l'exécution de la présente loi. Il règle notamment la délivrance obligatoire des mémoires et états d'honoraires, l'analyse ou la reproduction de leur contenu sur les talons et dans un registre déterminé, ainsi que la conservation et la représentation des pièces justificatives du paiement de l'impôt.

Les infractions aux prescriptions des arrêtés royaux pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excédera pas 500 francs pour chacune d'elles.

CHAPITRE II.

Droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de succession.

ART. 15.

La nomenclature des objets spécifiés au § 2 de l'article 38 de la loi du 28 août 1921 est complétée ainsi qu'il suit :

6° Appareils photographiques et accessoires, objectifs, châssis, plaques, papiers, pellicules, pieds, étuis, etc. ;

7° Billards et accessoires; jeux de croquets, de boules, de football, de lawn-tennis, de dominos, d'échecs et, généralement, tous jeux quelconques;

8° Bonbons en chocolat, fondants, dragées, fruits confits et pâtisseries;

9° Objets de curiosité, d'antiquité et de collection, vendus comme tels;

10° Instruments de musique, pho-

selijk op de bij artikel 8 bedoelde rekeningen en eereloonstaten.

ART. 14.

De Regeering treft de maatregelen, onverschillig welke om de uitvoering dezer wet te verzekeren. Zij regelt namelijk het verplichtend uitreiken der rekeningen en eereloonstaten, de ontleding of de reproductie van hunnen inhoud op de stammen en in een bepaald register, alsook de bewaring en de overlegging der stukken tot bewijs van de betaling der belasting.

De inbreuken op de voorschriften der koninklijke besluiten kunnen beteugeld worden door boeten, waarvan het bedrag voor elk hunner 500 frank niet te boven gaat.

HOOFDSTUK II.

Zegel-, registratie-, hypotheek-, griffie- en erfenisrechten.

ART. 15.

De naamlijst der in § 2 van artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921 opgesomde voorwerpen wordt als volgt aangevuld :

6° Photographische toestellen en toebehooren, objectieven, raampjes, platen, papier, films, voeten, kokers, enz. ;

7° Biljarten en toebehooren, artikelen voor croquet-, kolfbaan-, voetbal-, lawn-tennis-, domino-, schaakspel en, in 't algemeen, alle welkdanige spelen;

8° Chocoladebonbons, fondants, doopsuiker, gekonfijt fruit en gebak;

9° Zeldzaamheden, oudheden en voorwerpen voor verzamelingen, als dusdanig verkocht;

10° Muziekinstrumenten, phonogra-

nographes, gramophones, pianos mécaniques et leurs accessoires;

11° Jouets;

12° Objets d'horlogerie ou de lunetterie en argent, or ou platine; objets généralement quelconques en écaille, ivoire, cristal ou porcelaine;

13° Bronzes et marbres d'art;

14° Tapisseries anciennes ou modernes, tapis d'Orient et autres, tissés au métier ou à la main, en laine ou en soie pure, ou mélangés de laine ou de soie;

15° Peintures, aquarelles, pastels, dessins et sculptures, à l'exception des œuvres originales vendues directement par l'auteur;

16° Fleurs artificielles et stérilisées; fleurs naturelles coupées ou en pots, plantes de serres ou d'appartements, à l'exclusion de celles qui se vendent sur la voie publique.

ART. 16.

§ 1^{er}. Le droit de timbre proportionnel de quittance établi par la loi du 24 octobre 1919 est porté à 10 francs par cent francs pour les sommes payées :

a) A titre de loyer de coffres-forts tenus en location chez des personnes ou dans des associations, collectivités ou sociétés se livrant habituellement à la location de coffres-forts;

b) Pour prix d'achat d'eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers et autres produits analogues dont la vente rentre dans les prévisions de l'article premier, § 2, et de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool,

fen, gramofonen, mechanische pianos en hunne toebehooren;

11° Speelgoed;

12° Voorwerpen voor horlogemakers of brillewerk in zilver, goud of platina; voorwerpen hoe ook genaamd in schildpad, ivoor, kristal of porselein;

13° Kunstvoorwerpen in brons en in marmer;

14° Oude of moderne tapijtwerken, oostersche tapijten en andere, op het getouw of met de hand geweven, van louter wol of zijde, of met wol of met zijde vermengd;

15° Schilderijen, waterverfteekeningen, pastellen, teekeningen en beeldhouwwerken, ter uitzondering van de oorspronkelijke rechtstreeks door den kunstenaar verkochte voorwerpen;

16° Kunstmatige en gesteriliseerde bloemen; natuurlijke bloemen afgesneden of in potten, broeikas- of kamerplanten, ter uitsluiting van deze welke op den openbaren weg verkocht worden,

ART. 16.

§ 1. Het bij de wet van 24 October 1919 gevestigd evenredig zegelrecht voor kwijtschriften wordt gebracht op 10 frank per honderd frank voor de sommen betaald :

a) Ten titel van huur van brandkasten, gehuurd bij personen of bij vereenigingen, collectiviteiten of vennootschappen, die het verhuren van brandkasten gewoonlijk uitoefenen;

b) Voor aankooprijzen van brandewijn, elixirs, likeuren, bitters en andere soortgelijke producten, waarvan de verkoop valt in de voorzieningen van artikel 1, § 2, en artikel 3, § 1, der wet van 29 Augustus 1919 op het regime

et du § 2, 1^{er} alinéa, de l'article 38 de la loi du 28 août 1921.

Pour les paiements de moins de 10 francs, le droit est fixé à 50 centimes. Pour les paiements de 10 francs et plus, il est liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite de la fraction inférieure à 5 francs.

§ 2. Sont rendues applicables, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le § 1^{er}, les dispositions des articles 39 et 40 de la loi du 28 août 1921 ainsi que des articles 2, 2^e et 3^e alinéas, 5, 6 et 7 de la loi du 16 juillet 1922.

ART. 17.

Sont abrogés les numéros 16, 17, 18, 32, 40, 41, 52 et 93 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891.

Les n^{os} 2, 42, 77, 78 et 83 du dit article 62 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° Les actes, arrêtés, décisions et » délibérations d'administration publique en général, à l'exception des » expéditions, copies ou extraits qui en » sont délivrés aux particuliers;

» 42° Les mémoires, factures et mandats ayant pour objet des sommes » dues par l'État, les provinces et communes, les polders et wateringues et » les établissements publics;

» 77° Les actes de dépôt des demandes » de brevets, des descriptions et dessins déposés de l'objet des inventions, à l'exclusion des duplicata des » actes remis aux déposants;

van den alcohol, en bij § 2, 1^e lid, van artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921.

Voor de betalingen van minder dan 10 frank wordt het recht gesteld op 50 centiem. Voor de betalingen van 10 frank en meer, wordt het, zonder begrenzing, van 5 frank tot 5 frank verrekend op het bedrag der betaalde som, afgezien van de breuk van minder dan 5 frank.

§ 2. De bepalingen van de artikelen 39 en 40 der wet van 28 Augustus 1921, alsook van de artikelen 2, 2^e en 3^e leden, 5, 6 en 7 der wet van 16 Juli 1922 worden toepasselijk gemaakt, onder voorbehoud der afwijkingen welke bij § 1 daarin gebracht worden.

ART. 17.

Worden ingetrokken de nummers 16, 17, 18, 32, 40, 41, 52 en 93 van artikel 62 der wet van 25 Maart 1891.

Nummers 2, 42, 77, 78 en 83 van gemeld artikel 62 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« 2° Akten, besluiten, beslissingen » en beraadslagingen van openbaar » bestuur in 't algemeen, uitgezonderd » de expeditiën, afschriften of uittreksels welke daarvan aan particulieren » uitgereikt worden;

» 42° Rekeningen, facturen en mandaten welke door den Staat, de provincien en gemeenten, de polders en » wateringens en de openbare instellingen verschuldigde sommen tot voor » werp hebben;

» 77° Akten van neerlegging der » octrooiaanvragen, der neergelegde beschrijvingen en teekeningen van het » voorwerp der uitvindingen, met uitsluiting van de aan de neerleggers » verstrekte duplicaten;

» 78° Les actes de dépôt et les des-
» sins ou modèles industriels déposés
» aux greffes des conseils de prud'-
» hommes ainsi que la table annuelle
» des dépôts, à l'exclusion des expédi-
» tions ou certificats remis aux dépo-
» sants;

» 83° Les registres de bord et les
» actes relatifs aux peines disciplinaires
» en matière de marine marchande ».

ART. 18.

Sont assujetties à un droit de timbre fixe de 25 centimes les cartes d'identité et d'inscription aux registres de population, délivrées par les administrations communales. Ce droit peut être acquitté par l'apposition d'un timbre adhésif.

ART. 19.

Sans préjudice aux immunités résultant de l'article 66 de la loi du 25 mars 1891 et de l'article 67 de celle du 28 août 1921, sont abrogées toutes les dispositions légales existantes portant exemption du droit de timbre de quittance établi par les articles 1^{er} et suivants de la loi du 24 octobre 1919.

Restent maintenues les exemptions en faveur :

a) Des quittances délivrées par un comptable public à un autre comptable public et, plus généralement, des quittances délivrées entre administrations ou établissements publics;

b) Des quittances pour sommes inférieures à dix francs.

ART. 20.

Le timbre des quittances données à

» 78° Akten van neerlegging en
» nijverheidsteekeningen of- modellen
» neergelegd ter griffie der werkrech-
» tersraden, alsook de jaarlijksche tabel
» der neerleggingen, met uitsluiting
» van de aan de neerleggers verstrekte
» expeditiën of getuigschriften;

» 83° Scheepsregisters en akten be-
» treffende tuchtstraffen in zaken koop-
» vaardij ».

ART. 18.

Worden aan een vast zegelrecht van 25 centiem onderworpen, de door de gemeentebesturen uitgereikte kaarten van eenzelvigheid en van inschrijving in de bevolkingsregisters. Dit recht kan worden voldaan door aanbrenging van een plakzegel.

ART. 19.

Onverminderd de uit artikel 66 der wet van 25 Maart 1891 en uit artikel 67 dergene van 28 Augustus 1921 voortspruitende vrijdommen, worden alle bestaande wettelijke bepalingen ingetrokken, welke vrijstelling houden van het zegelrecht voor kwijtschriften, gevestigd bij artikelen één en volgende der wet van 24 October 1919.

Blijven gehandhaafd de vrijstellingen ten voordeele :

a) Der door eenen openbaren rekenplichtige aan een anderen openbaren rekenplichtige uitgereikte quitantiën en, meer algemeen, der tusschen openbare beheeren of inrichtingen uitgereikte quitantiën;

b) Der quitantiën over sommen beneden tien frank.

ART. 20.

Het zegel der aan den Staat, aan de

l'État, aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues et aux établissements publics est à la charge des personnes qui les délivrent.

ART. 21.

Il est interdit à toute personne d'encaisser ou d'accepter aux fins d'encaissement une quittance créée à l'étranger, qui n'aurait pas été préalablement soumise au timbre.

Il est encouru pour toute convention à l'alinéa qui précède une amende égale à 20 fois le droit éludé sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs; les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 22.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de cette administration, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende 500 à 5,000 francs.

Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de l'enregistrement pour constater les refus de communication font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 23.

Par modification aux dispositions légales existantes, sont soumis au droit

provinciën, aan de gemeenten, aan de polders en wateringen en aan de openbare inrichtingen gegeven quitantiën, komt ten laste der personen, die ze uitreiken.

ART. 21.

Het is aan een iegelijk verboden eene in 't buitenland geschapen quitantie of welke niet vooraf aan het zegel onderworpen werd, te incasseeren of ter incasseering te aanvaarden.

Voor alle overtreding van voorgaand lid wordt eene boete beloopt gelijk aan 20 maal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen; de overtreders zijn, daarenboven, solidair gehouden tot de betaling van het ontdoken zegelrecht.

ART. 22.

De belgische verzekeraars en de tegenwoordigers in België der vreemde verzekeraars zijn gehouden hunne repertoria, registers, boeken, polissen, contracten en alle andere bescheiden, zonder verplaatsing, mede te deelen aan de ambtenaren van het beheer der registratie, die krachtens eene bijzondere machtiging van den algemeenen Bestuurder van dit beheer handelen.

Alle weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal vastgesteld en met eene boete van 500 tot 5,000 frank bestraft.

De processen-verbaal door de ambtenaren der registratie opgemaakt om de weigeringen van mededeeling vast te stellen, hebben bewijskracht totdat het tegendeel bewezen wordt.

ART. 23.

Met wijziging in de bestaande wettelijke bepalingen, worden de verkoopen

d'enregistrement de 3 francs 50 centimes par cent francs, les ventes et, plus généralement, les contrats à titre onéreux emportant mutation de fonds de commerce.

Le droit est liquidé sur le montant du prix en y ajoutant les charges imposées au cessionnaire. Ne sont pas considérées comme charges, pour l'application de cette disposition, les dettes relatives aux divers éléments composant le fonds de commerce, et que le cessionnaire s'oblige à acquitter.

A défaut de prix, de même qu'en cas de cession à titre gratuit, le droit est perçu sur la valeur de l'objet du contrat à déclarer par les parties.

ART. 24.

Les agents d'affaires et toutes personnes généralement quelconques qui s'entremettent habituellement pour la conclusion de cessions de fonds de commerce ou de clientèle sont tenus, chaque fois qu'une cession a été réalisée à leur intervention, d'en informer le fonctionnaire désigné à cette fin, dans les trois mois de la conclusion du contrat.

Toute contravention à cette disposition est punie d'une amende de 500 à 5,000 francs; le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec les parties au paiement du droit et, le cas échéant, des amendes exigibles du chef de la cession, sans préjudice à l'application, s'il y a lieu, du troisième alinéa de l'article 42 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 25.

Les personnes désignées au premier

en, meer algemeen, de contracten ten bezwarenden titel welke overgang van handelszaken ten gevolge hebben aan het registratierecht van fr. 3.50 per 100 frank onderworpen.

Het recht wordt verrekend op het bedrag van den prijs, met bijvoeging van de aan den cessionaris opgelegde lasten. Worden, voor de toepassing dezer bepaling, niet als lasten beschouwd, de schulden betreffende de verschillende elementen waaruit de handelszaak bestaat, en tot voldoening waarvan cessionaris zich verbindt.

Bij gemis aan prijs, alsmede in geval van afstand ten kosteloozen titel, wordt het recht geheven op de door de partijen aan te geven waarde van het voorwerp van het contract.

ART. 24.

De zaakwaarnemers en alle personen, hoe ook genaamd, die gewoonlijk tusschenbeide komen tot het sluiten van afstanden van handelszaken of cliënteelen, zijn gehouden, telkenmale een afstand door hunne tusschenkomst verwezenlijkt wordt, den daartoe aangewezen ambtenaar binnen de drie maanden na het sluiten van het contract daarvan bericht te geven.

Alle overtreding van deze bepaling wordt met eene boete van 500 tot 5,000 frank bestraft; de overtreder is, daarenboven, solidair met de partijen gehouden tot betaling van het recht en, desgevallend, van uit hoofde van den afstand opvorderbare boeten onverminderd de toepassing, zoo daartoe aanleiding bestaat, van het derde lid van artikel 42 der wet van 11 October 1919.

ART. 25.

De in het eerste lid van artikel 24

alinéa de l'article 24 sont tenues de représenter, à toute réquisition, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement leurs registres et contrats.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal du préposé et est puni d'une amende de 500 à 5,000 francs; le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 26.

Le Gouvernement détermine le mode suivant lequel est donnée l'information prescrite par l'article 24 ainsi que le mode suivant lequel doivent être tenus les registres dont il s'agit à l'article 25.

Les infractions aux arrêtés royaux pris pour l'exécution de l'alinéa qui précède sont punies d'une amende de 100 francs.

Art. 27.

Les sociétés coopératives et les unions du crédit sont assimilées aux sociétés anonymes pour la perception des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque.

Sont toutefois soumis au droit de timbre fixe de 50 centimes, les titres nominatifs des droits des associés dans les sociétés coopératives et les unions du crédit.

Sont maintenues :

1° L'exemption du droit de timbre en ce qui concerne le registre dont la tenue est prescrite par l'article 120 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

2° Les immunités fiscales édictées par les dispositions légales existantes en faveur : a) des sociétés ayant pour objet exclusif soit de construire, d'acheter, de vendre ou de louer des habitations

aangeduide personen zijn gehouden hunne registers en contracten, op alle verzoek, aan de ambtenaren van het beheer der registratie te vertoonen.

Alle weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal van den aangestelde vastgesteld en met eene boete van 500 tot 5,000 frank gestraft; het proces-verbaal is bewijskrachtig totdat het tegendeel bewezen wordt.

Art. 26.

De Regeering bepaalt de wijze waarvolgens het bij artikel 24 voorgeschreven bericht gegeven wordt, alsmede de wijze waarvolgens de registers bedoeld in artikel 25 moeten gehouden worden.

De inbreuken op de ter uitvoering van voorgaand lid genomen koninklijke besluiten worden met eene boete van 100 frank gestraft.

Art. 27.

De samenwerkende vennootschappen en de credietverenigingen worden voor de heffing der registratie-, zegel-, griffie- en hypotheekrechten, met de naamloze vennootschappen gelijkgesteld. Worden evenwel aan het vastzegelrecht van 50 centiem onderworpen, de nominatieve titels van de rechten der deelhebbers in de samenwerkende vennootschappen en de credietverenigingen.

Blijven gehandhaafd :

1° De vrijstelling van het zegelrecht wat het register betreft waarvan het houden voorgeschreven is bij artikel 120 der geordende wetten op de vennootschappen van koophandel;

2° De fiscale vrijdommen bij de bestaande wettelijke bepalingen uitgevaardigd ten voordeele : a) van de maatschappijen welke uitsluitend ten doel hebben hetzij voor de werkende klasse

destinées aux classes ouvrières, soit de faire des prêts en vue de la construction ou de l'achat d'immeubles destinés à des habitations ouvrières; *b* des sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché; *c*) des sociétés coopératives pour dommages de guerre; *d*) de la société nationale des distributions d'eau; *e*) des associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

Est abrogé l'article 4 de la loi du 2 juillet 1875.

ART. 28.

L'article 2 de la loi du 31 décembre 1888 portant réduction des droits d'enregistrement sur les actes de prestation de serment, est abrogé.

ART. 29.

Sont abrogés l'article 2 de la loi du 30 août 1913, l'article 20 de celle du 11 octobre 1919 (*Moniteur* du 13 novembre 1919, n° 317), l'article 27, 2^e alinéa de la loi du même jour (*Moniteur* des 29-30 mars 1920, n° 89-90) et, généralement, les dispositions légales existantes fixant les droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès pour les dons et legs faits aux établissements publics et aux établissements d'utilité publique.

Les droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès pour les donations entre vifs et pour les legs faits aux provinces, aux communes, aux polders et wateringues et aux établisse-

bestemde woningen te bouwen, aan te koopen, te verkoopen of te verhuren, hetzij voorschotten te doen met het oog op het bouwen of aankopen van tot werkmanswoningen bestemde gebouwen; *b*) van de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor goedkope woningen en woonvertrekken; *c*) van de samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade; *d*) van de nationale maatschappij voor waterbezorging; *e*) van de vereenigingen van gemeenten en van particulieren voor het inrichten van waterleidingsdiensten.

Artikel 4 der wet van 2 Juli 1875 wordt ingetrokken.

ART. 28.

Artikel 2 der wet van 31 December 1888 houdende vermindering der registratierechten op de akten van eedaflegging wordt ingetrokken.

ART. 29.

Worden ingetrokken, artikel 2 der wet van 30 Augustus 1913, artikel 20 dergene van 11 October 1919 (*Moniteur* van 13 November 1919, n° 317), artikel 27, 2^e lid der wet van zelfden dag (*Moniteur* van 29-30 Maart 1920, n° 89-90) en, over 't algemeen, de bestaande wettelijke bepalingen houdende vaststelling der rechten van registratie, van erfenis en van overgang bij overlijden voor de giften en legaten aan de openbare inrichtingen en aan de inrichtingen van openbaar nut gedaan.

De rechten van registratie, van erfenis en van overgang bij overlijden wegens de schenkingen onder de levenden en voor de legaten gedaan aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de

ments publics sont fixés à 10 francs par cent francs :

Les droits désignés à l'alinéa précédent sont tarifés à 15 francs par cent francs pour les dons et legs faits aux établissements d'utilité publique et aux sociétés désignées à l'article 27, 2^e alinéa, de la loi susvisée du 11 octobre 1919.

Les dispositions ci-avant sont applicables exclusivement aux administrations, établissements et institutions belges.

Est maintenue l'immunité édictée par l'article 10, 1^o de la loi du 10 août 1921, en faveur du Fonds des Combattants.

ART. 30.

Ce qui est recueilli ou acquis au delà de leur part légale dans la succession d'un habitant du Royaume, par des frères ou sœurs, par des neveux, nièces, oncles ou tantes, par des petits-neveux, petites-nièces, grands-oncles ou grand-tantes, est soumis aux droits de succession dont sont frappés, sur la part d'héritage correspondante, respectivement les neveux, les petits-neveux et les personnes non parentes.

ART. 31.

Est affranchi du droit de succession :

1^o Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux n'excède pas 500 francs ;

polders en wateringen en aan de openbare inrichtingen worden op 10 frank per honderd frank vastgesteld.

De in het vorig lid opgenoemde rechten worden tegen 15 frank per honderd frank getarifeerd voor de giften en legaten gedaan aan de inrichtingen van openbaar nut en aan de onder artikel 27, 2^e lid van hoogerbedoelde wet van 11 oktober 1919 aangeduide vennootschappen.

Naastvoorgaande bepalingen zijn uitsluitend toepasselijk op de belgische beheeren, inrichtingen en instellingen.

Blijft gehandhaafd de vrijdom bij artikel 10, 1^o der wet van 10 Augustus 1921 ten bate van het Strijdersfonds uitgevaardigd.

ART. 30.

Hetgeen geërfd of verkregen wordt boven hun wettelijk aandeel uit de nalatenschap van eenen inwoner van het Rijk, door broeders of zusters, door neven, nichten, ooms of moeien, door naneven, nanichten, oudooms of oudmoeien wordt onderworpen aan de erfenisrechten waarmede de neven, de naneven en de niet verwante personen onderscheidenlijk belast worden, op het overeenstemmend deel in de erfenis.

ART. 31.

Wordt van het erfenisrecht vrijgesteld :

1^o Wat geërfd of verkregen wordt door eenen erfgenaam in de rechte lijn of tusschen echtgenooten welke gemeenschappelijke kinderen of afstammelingen hebben, indien het zuiver aandeel van den erfgenaam of van den echtgenoot 500 frank niet overtreft ;

2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous autres héritiers, donataires ou légataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 500 francs.

Les trois derniers alinéas de l'article 19 et l'article 26 de la loi du 11 octobre 1919, ce dernier article modifié par l'article 22 de la loi du 28 août 1921, sont abrogés.

ART. 32.

Le n° 3 du § II de l'article 30 de la loi du 11 octobre 1919 est remplacé par la disposition suivante :

« 3° D'exiger que toute personne, »
 » quelle qu'elle soit, qui demande à »
 » ouvrir le coffre-fort loué établisse au »
 » préalable son identité et appose sa »
 » signature sur un registre à ce destiné, »
 » avec l'indication du jour et de l'heure »
 » de l'apposition de la signature ».

ART. 33.

Lorsque l'actif de la succession d'un habitant du Royaume comprend des immeubles sis à l'étranger qui donnent lieu à la perception, au pays de la situation, d'un droit de mutation par décès, le droit de succession exigible en Belgique est, dans la mesure où il frappe ces biens, réduit à concurrence de l'impôt prélevé par le pays de la situation.

La réduction dont il s'agit est subordonnée au dépôt, chez le receveur qui détient la déclaration de succession, de la quittance des droits payés à l'étranger ainsi que d'une copie, certifiée conforme par les autorités étrangères compétentes, de la déclaration qui leur a été

2° Wat geërfd of verkregen wordt door alle andere erfgenamen, begiftigden of legatarissen uit de nalatenschappen waarvan het zuiver bedrag 500 frank niet te boven gaat.

De drie laatste leden van artikel 19 en artikel 26 der wet van 11 October 1919, dit laatste artikel gewijzigd bij artikel 22 der wet van 28 Augustus 1921 worden ingetrokken.

ART. 32.

Nummer 3 van § II van artikel 30 der wet van 11 October 1919 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° Te eischen dat elke persoon, »
 » wie het ook zij, die vraagt om de »
 » verhuurde brandkast te openen, te »
 » voren zijne identiteit bewijze en »
 » zijne handteekening stelle op een »
 » daartoe bestemd register met aandui- »
 » ding van dag en uur van het stellen »
 » der handteekening. »

ART. 33.

Wanneer het actief der nalatenschap van eenen inwoner van het Rijk in het buitenland gelegen onroerende goederen begrijpt welke aanleiding geven tot het heffen, in het land der ligging, van een recht van overgang bij overlijden, wordt het in België opvorderbaar erfenisrecht, in de mate dat het deze goederen treft, verminderd ten beloope van de in het land der ligging gecheven belasting.

De vermindering waarvan sprake is ondergeschikt aan het overleggen, aan den ontvanger die de aangifte van erfenis onder zich heeft, van de quitantie der in het buitenland betaalde rechten alsmede van een door de bevoegde vreemde overheid eensluidend verklaard

remise et de la liquidation qu'elles ont établie.

Si les pièces justificatives visées à l'alinéa précédent ne sont pas déposées avant l'échéance des droits, ceux-ci deviennent exigibles et doivent être payés dans le délai légal. Toutefois, la restitution en est accordée si le dépôt des pièces justificatives est effectué dans les deux ans du paiement.

CHAPITRE III.

Permis de pêche.

ART. 34.

Le 3^e alinéa de l'article 4 de la loi sur la pêche fluviale du 5 juillet 1899 est abrogé.

ART. 35.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 1^{er} à 15 exclusivement, 18 et 24 à 26 inclusivement.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1923.

afschrift der aangifte welke haar afgegeven werd en van de rechtenverevening welke zij vastgesteld heeft.

Indien de in het vorig lid bedoelde bewijsstukken vóór den betaaldag der rechten niet overgelegd zijn, zoo worden deze opvorderbaar en moeten binnen het wettelijk tijdsbestek betaald worden. Echter worden zij terugbetaald indien de overlegging der bewijsstukken binnen de twee jaren na de betaling plaats heeft.

HOOFDSTUK III.

Vischverloven.

ART. 34.

Het derde lid van artikel 4 der wet van 5 Juli 1899 op de riviervischvangst wordt ingetrokken.

ART. 35.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop de bepalingen der artikelen een tot en zonder 15, 18 en 24 tot en met 26 in werking zullen treden.

Gegeven te Brussel, den 23^e Januari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.